

Résultats de l'enquête flash Covid-19 auprès des missions locales

Afin de recueillir rapidement des informations relatives à l'impact de la crise sanitaire sur les missions locales, leur activité et sur les publics de jeunes qu'elles accueillent, la Dares a réalisé une enquête flash auprès de ces structures. Cette note en présente les principaux résultats. Le terrain de cette enquête a été conduit du 13 au 20 mai via un questionnaire en ligne, réalisé par la Dares après concertation avec la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) et l'union nationale des missions locales (UNML). L'enquête a été menée de manière exhaustive auprès de toutes les missions locales de France. Près de la moitié des missions locales ont répondu au questionnaire¹.

Les données d'enquête ont ensuite été redressées statistiquement afin de rendre l'échantillon des missions locales qui ont répondu à l'enquête représentatif de l'ensemble des missions locales de France².

Encadré 1 : Rappels sur les missions locales

Présentes sur l'ensemble du territoire national avec plus de 6 800 sites, les missions locales exercent une mission de service public de proximité afin de permettre à tous les jeunes de 16 à 25 ans de surmonter les difficultés qui font obstacle à leur insertion professionnelle et sociale. Les missions locales font partie du service public de l'emploi et entretiennent des relations privilégiées avec Pôle emploi dans le cadre d'un partenariat renforcé. Elles s'appuient sur des dispositifs mis en place par l'État et les collectivités territoriales.

Parmi ces dispositifs, on retrouve en particulier le parcours d'accompagnement contractualisé vers l'emploi et l'autonomie (PACEA) : le PACEA est le cadre contractuel de l'accompagnement des jeunes âgés de 16 à 25 ans, unique et adaptable aux besoins du jeune. Il s'articule autour de différents événements individuels ou collectifs (entretien avec les conseillers et informations collectives par exemple) ainsi que de dispositifs au sein des missions locales, notamment Garantie jeunes (voir ci-dessous). Il peut également comprendre des actions avec des acteurs partenaires (Pôle emploi, Protection judiciaire de la Jeunesse, E2C, Epide, etc.) et intégrer des aides financières ponctuelles, pour que le jeune réalise, par exemple, des actions de formation. En 2019, il y a eu 338 000 entrées initiales en PACEA, et 412 000 jeunes en étaient bénéficiaires au 31 décembre 2019.

La Garantie jeunes est un dispositif s'adressant aux jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation (NEET) et qui se trouvent en situation de précarité. Elle s'inscrit comme une étape du PACEA pour les jeunes qui en ont besoin. La Garantie jeunes leur offre, pendant douze mois, un accompagnement intensif assuré par une mission locale ainsi qu'une allocation. En 2019, il y a eu 98 000 entrées initiales en Garantie jeunes, et 89 000 jeunes en étaient bénéficiaires au 31 décembre 2019.

¹ 217 missions locales ont répondu sur les 437 interrogées.

² Les réponses sont redressées selon une méthode en deux étapes : 1 en corrigeant le biais de réponse dû à la non-réponse totale par la méthode des groupes de réponses homogènes à partir d'une modélisation de la non-réponse par régression logistique puis 2) en utilisant la méthode de calage sur marge, les marges utilisées étant la répartition des missions locales par région et par tailles (nombre de jeunes en contact avec la mission locale au 1^{er} décembre 2019). En pratique les résultats bruts et redressés ne diffèrent que très marginalement.

Des missions locales fermées aux deux tiers mais un contact avec les jeunes qui s'est majoritairement maintenu

Les deux tiers des missions locales ont complètement fermé leurs lieux d'accueil pendant le confinement (Tableau 1). Le dernier tiers a accueilli uniquement le public en situation d'urgence. 95 % des missions locales ont au moins la moitié de leurs agents en télétravail. Le télétravail concerne au moins 80 % des agents pour trois missions locales sur quatre. Certaines agences déclarent que tous les agents disponibles n'ont pas pu travailler, et cela principalement pour des problèmes techniques en lien avec le télétravail. Les problèmes de connexion sont ceux qui sont le plus souvent remontés, ils concernent la moitié de ces missions locales.

Tableau 1 : Activité des missions locales pendant le confinement (en %)

	Pourcentage des missions locales
Accueil du public	
Aucun accueil physique du public	68
Accueil physique du public en situation d'urgence uniquement	31
Télétravail des agents	
Entre 50 et 80 % des agents en télétravail	19
Plus de 80 % des agents en télétravail	76

Note de lecture : Dans 68 % des missions locales, aucun jeune n'a pu être accueilli physiquement dans les locaux pendant le confinement.

Source : Dares, enquête flash Covid-19 missions locales, mai 2020

Champ : Ensemble des missions locales ; France entière.

Pour la plupart des missions locales, le contact avec les jeunes a généralement pu être maintenu : **une mission locale sur deux arrive à rester en contact avec plus de 80 % des jeunes suivis (Tableau 2)**. À l'inverse, seule une mission locale sur dix n'a pu maintenir le contact qu'avec 10 à 50 % des jeunes suivis. Le contact avec les jeunes a été plus facilement maintenu dans les missions locales où les conseillers étaient le plus disponibles : 53 % des missions locales dont moins de 10 % des effectifs ont été en arrêt maladie ou en garde d'enfant ont été en mesure de garder le contact avec la grande majorité des jeunes suivis contre 38 % des missions locales dont plus de 10 % des effectifs ont été en arrêt maladie ou en garde d'enfant pendant le confinement (Tableau 2). Si le contact individuel avec les jeunes a globalement subsisté, en revanche, dans la plupart des missions locales, seule une petite partie des jeunes ont pu assister à des événements collectifs : environ une mission locale sur quatre n'en a organisé aucun, et une mission locale sur trois n'a pu maintenir des événements collectifs que pour moins de 10 % des jeunes suivis.

Tableau 2 : Maintien des accueils et des dispositifs dans les missions locales (en %)

	Ensemble des missions locales	Missions locales avec moins de 10 % des effectifs en arrêt maladie ou en garde d'enfants	Missions locales avec plus de 10 % des effectifs en arrêt maladie ou en garde d'enfants
Maintien du contact avec au moins 80 % des jeunes	47	53	38
Accueil de nouveaux jeunes	90	92	86
Entrées en PACEA	94	97	90
Entrées en Garantie jeunes	16	19	11
Entrées en formation	38	40	36
Maintien des événements collectifs pour au moins la moitié des jeunes	8	9	7
Interruptions de PACEA	8	6	11
Interruptions de Garantie jeunes	5	5	6
Interruption de formations	78	79	76

Note de lecture : Dans 16 % des missions locales, il ya eu des entrées en Garantie jeunes pendant le confinement.
Source : Dares, enquête flash Covid-19 missions locales, mai 2020.
Champ ; Ensemble des missions locales ; France entière.

Une forte diminution des entrées en dispositif mais un large maintien des parcours d'insertion entamés avant le confinement

Dans la majorité des missions locales, l'accueil de nouveaux jeunes et les entrées en dispositif se sont arrêtés pendant le confinement mais les parcours d'insertion entamés avant le 16 mars ont pu être maintenus pour la plupart des jeunes concernés. 95 % des missions locales ont accueilli, physiquement ou à distance, moins de nouveaux jeunes que d'habitude (Tableau 2). Parmi elles, 10 % n'ont accueilli aucun jeune.

Le nombre d'entrées dans les différents dispositifs d'insertion a été fortement impacté par la crise : 84 % des missions locales ne recensent aucune entrée en Garantie jeunes, et les autres en recensent moins que d'habitude³. Les missions locales qui n'accueillent pas de jeunes en Garantie jeunes sont bien souvent des missions locales entièrement fermées au public : parmi elles, 72 % étaient physiquement fermées, et 27 % n'étaient ouvertes qu'au public en situation d'urgence, contre respectivement 47 et 53 % pour les missions locales ayant recensé des entrées en Garantie jeunes pendant la période. Cette difficulté à proposer des entrées en Garantie jeunes peut être expliquée par le cahier des charges de ce dispositif,

³ Ce constat est par ailleurs vérifié dans les données d'entrées en PACEA et Garantie jeunes publiées dans le [tableau de bord hebdomadaire de la Dares](#).

qui prévoit une phase collective en début d'accompagnement, difficilement compatible avec la période de crise sanitaire et l'impossibilité qu'elle entraîne de se réunir physiquement au sein de la mission locale. Les entrées en PACEA, autre dispositif proposé aux jeunes par les missions locales, ont pu avoir lieu mais dans une moindre mesure que d'habitude : elles ont diminué pour 83 % des missions locales et n'ont pas pu avoir lieu pour 6 % d'entre elles. Ces missions locales n'ont pas non plus recensé d'entrées en Garantie jeunes sur la période. Dans 62 % des missions locales, aucun jeune n'a pu entrer en formation pendant le confinement. Dans les autres, le nombre d'entrées en formation a diminué par rapport à la situation avant le confinement.

Si les entrées dans ces dispositifs ont chuté, **les Garantie jeunes et PACEA en cours n'ont en revanche le plus souvent pas été interrompus prématurément à cause de la crise** : seules 8 % des missions locales ont été concernées par des interruptions de PACEA, et 5 % par des interruptions de Garantie jeunes (Tableau 2). De plus, dans la majorité des missions locales, les dispositifs d'insertion ont pu être prolongés pour les jeunes entrés avant le confinement⁴ : c'est le cas pour respectivement la moitié des missions locales pour le PACEA et pour trois quarts d'entre elles pour la Garantie jeunes. Les prolongations de PACEA ont plus souvent eu lieu dans les missions locales dans lesquelles, en parallèle, le nombre d'entrées dans ce même dispositif a pu être maintenu ou accru pendant le confinement (72 % contre 41 % pour celles qui n'ont déclaré aucune entrée en PACEA sur la période)⁵. En revanche, dans près de la moitié des missions locales, à la fois les Périodes de mise en situation en milieu professionnel (PMSMP), les formations, et les autres dispositifs prescrits par la mission locale ou par les partenaires ont été interrompus⁶ pendant le confinement (Tableau 2). Ainsi, les trois quarts des missions locales ont écourté au moins une partie des formations prévues. 74 % des missions locales qui ont écourté l'ensemble des dispositifs précédemment cités n'accueillaient aucun public dans leurs locaux sur cette période (contre 63 % pour les missions locales qui ont continué à accueillir des jeunes sur cette période).

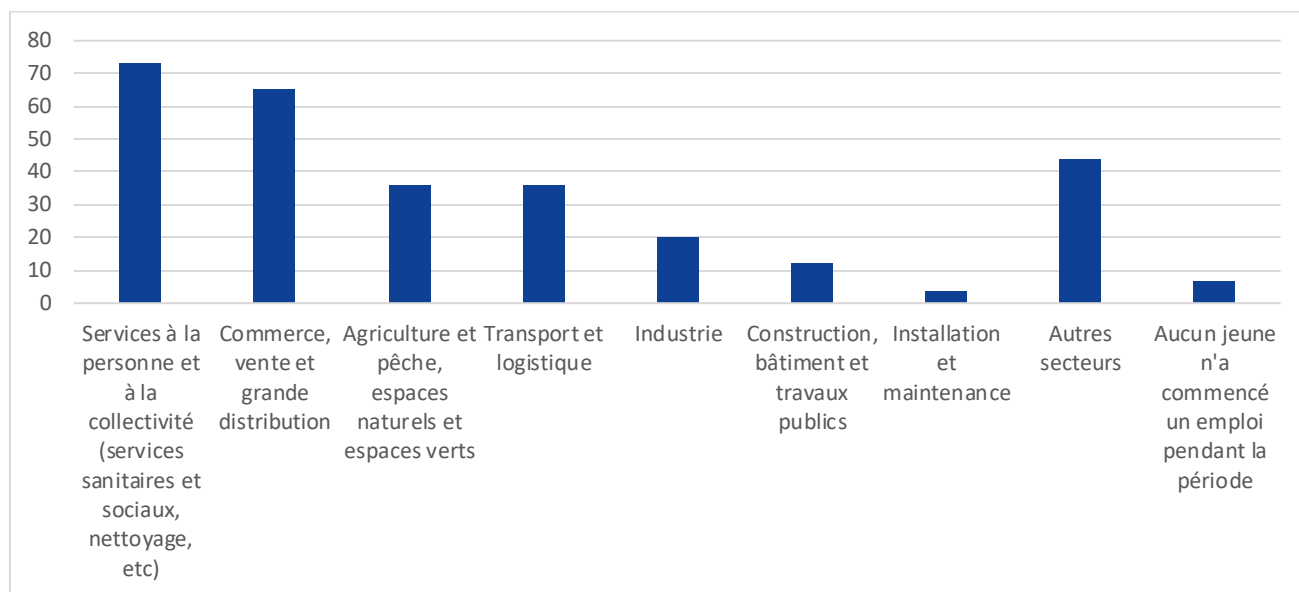
Des jeunes qui sont entrés en emploi pendant le confinement, surtout dans les secteurs en tension et quand le contact entre les missions locales et les entreprises a pu être maintenu

Dans plus de neuf missions locales sur dix, des jeunes ont pu entrer en emploi depuis le 16 mars (Graphique 1). Ces entrées ont principalement eu lieu dans les secteurs en tension pendant la crise : services à la personne et à la collectivité (dans 72 % des missions locales), ainsi que dans le secteur du commerce, de la vente et de la grande distribution (63 %). Dans une moindre mesure, des jeunes ont pu entrer en emploi dans les secteurs de l'agriculture (37 %), des transports et de la logistique (27 %). À l'inverse, dans une mission locale sur cinq, de nombreux jeunes suivis ont indiqué avoir perdu un emploi.

⁴ La prolongation des dispositifs concerne en général une partie des jeunes, mais dans certaines missions locales, la prolongation a été systématique.

⁵ Pour la Garantie jeunes, la question est sans objet puisque pratiquement aucune mission locale n'a accueilli de nouveaux jeunes dans ce dispositif.

Graphique 1 : Entrées en emploi des jeunes dans les différents secteurs pendant le confinement (en %)



Note de lecture : Dans 36 % des missions locales, des jeunes ont pu entrer en emploi dans le secteur du transport et de la logistique pendant le confinement.

Source : Dares, enquête flash Covid-19 missions locales, mai 2020.

Champ ; Ensemble des missions locales ; France entière.

De manière générale, pendant le confinement, les missions locales ont eu moins de contacts avec les différents organismes de formation⁷, les entreprises, et l'Éducation Nationale (Tableau 3). **Dans les missions locales ayant eu moins de contacts avec les entreprises pendant le confinement, les jeunes suivis ont plus souvent fait face à des problèmes de perte d'emploi** : dans 24 % des missions locales déclarant moins de contacts avec les entreprises depuis le confinement, une majorité de jeunes a fait face à un problème de perte d'emploi, alors que c'est le cas pour 15 % des autres missions locales. De même, les missions locales qui ont eu moins de contact pendant le confinement avec les organismes de formation sont celles où les entrées en formation ont le plus souvent été suspendues : par exemple, 68 % des missions locales ayant eu moins de contact avec les CFA n'ont pas enregistré d'entrées en formation pour les jeunes suivis pendant la période, contre 51 % des autres missions locales.

Aucune tendance claire ne se dégage pour les contacts avec les autres partenaires habituels des missions locales⁸ : par exemple, 19 % des missions locales indiquent avoir eu plus de contacts qu'avant le confinement avec les associations, 44 % en ont eus autant et 35 % en déclarent moins (Tableau 3).

⁷ Organismes de formation, CFA, AFPA, E2C, etc.

⁸ Pôle Emploi, associations, etc.

Tableau 3 : Évolutions de la fréquence des contacts avec les partenaires des missions locales pendant le confinement (en %)

	Évolution de la fréquence des contacts pendant la crise			
	Plus de contacts qu'avant la crise	Autant de contacts qu'avant la crise	Moins de contacts qu'avant la crise	Aucun contact, même avant la crise
Pôle Emploi	3	47	48	1
Entreprises	3	19	78	0
EPIDE	0	22	54	24
Département	4	52	36	9
Éducation Nationale	0	21	67	12
Associations	19	44	35	1
Partenaires logement	7	44	41	8
Organismes de formation				
CFA	2	30	64	4
AFPA	1	24	59	15
E2C	0	17	49	34
Autres organismes de formation	1	30	67	3

Note de lecture : 78 % des missions locales ont indiqué avoir eu moins de contacts avec les entreprises pendant le confinement qu'avant.

Source : Dares, enquête flash Covid-19 missions locales, mai 2020.

Champ ; Ensemble des missions locales ; France entière.

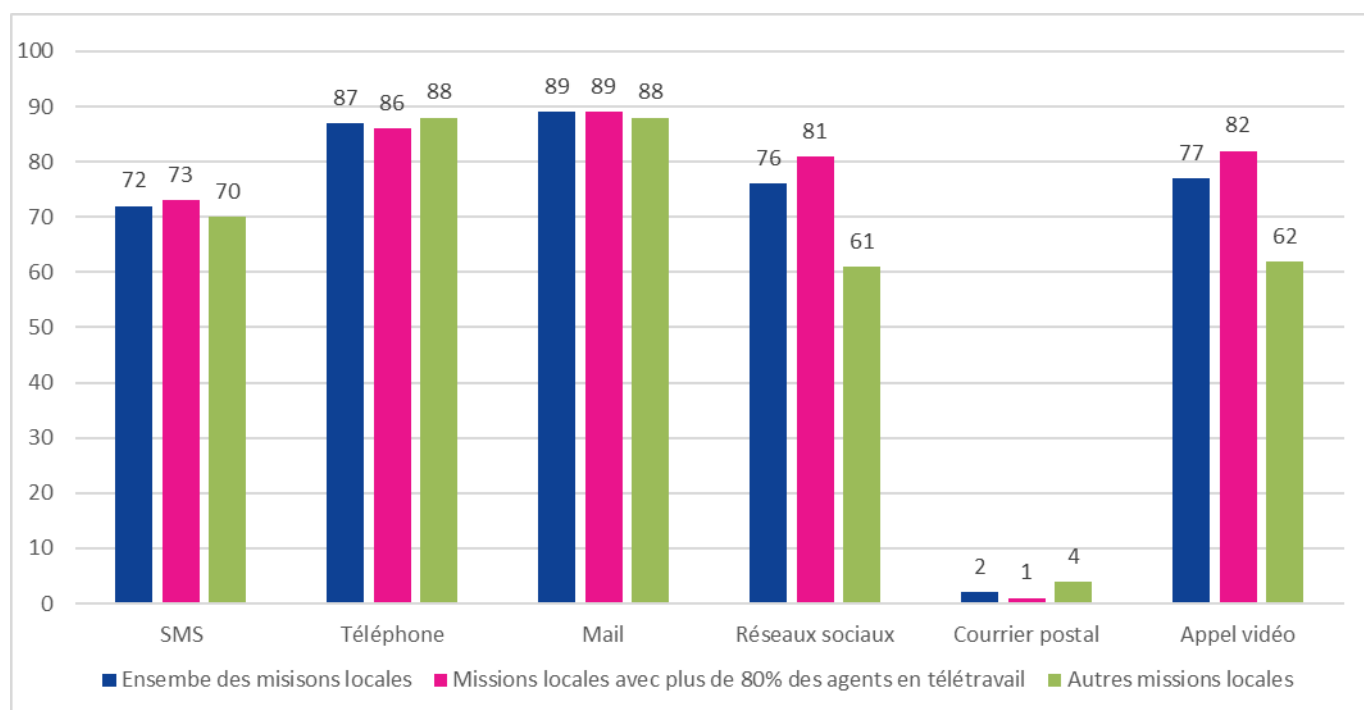
L'utilisation des moyens de communication à distance a favorisé le maintien du contact avec les jeunes pendant le confinement mais a également été source de difficultés

Les outils numériques et de téléphonie ont été plus utilisés depuis le 16 mars, pour le maintien du contact avec les jeunes. Près de neuf missions locales sur dix utilisent davantage le téléphone ou les mails qu'avant la crise, et trois missions locales sur quatre utilisent davantage les SMS, les réseaux sociaux (ou autre messagerie), ou les appels vidéo (Graphique 2). En revanche, l'utilisation du courrier a été abandonnée sur la période par la moitié des missions locales. La fréquence du télétravail est corrélée à l'utilisation plus importante des moyens de communication à distance : ainsi, les missions locales qui ont plus de 80 % de leurs effectifs en télétravail sont aussi plus nombreuses à avoir intensifié leur utilisation des réseaux sociaux ainsi que des appels vidéos (82 % contre 62 % pour les autres).

Cette utilisation accrue des outils numériques a posé des difficultés dans deux missions locales sur trois (Graphique 3). Ces problèmes sont occasionnés plus souvent par des difficultés des jeunes (entre trois quarts et l'intégralité des missions locales qui déclarent des difficultés) **que par des difficultés des conseillers** (entre un tiers et la moitié des missions locales qui déclarent des difficultés). Les difficultés des jeunes sont majoritairement liées à l'accès à internet (manque d'équipement dans 99 % des missions locales ayant connu des difficultés, difficultés de connexion dans 71 %), ou des difficultés d'usage des outils (illettrisme dans 76 % des missions locales). Ces mêmes difficultés

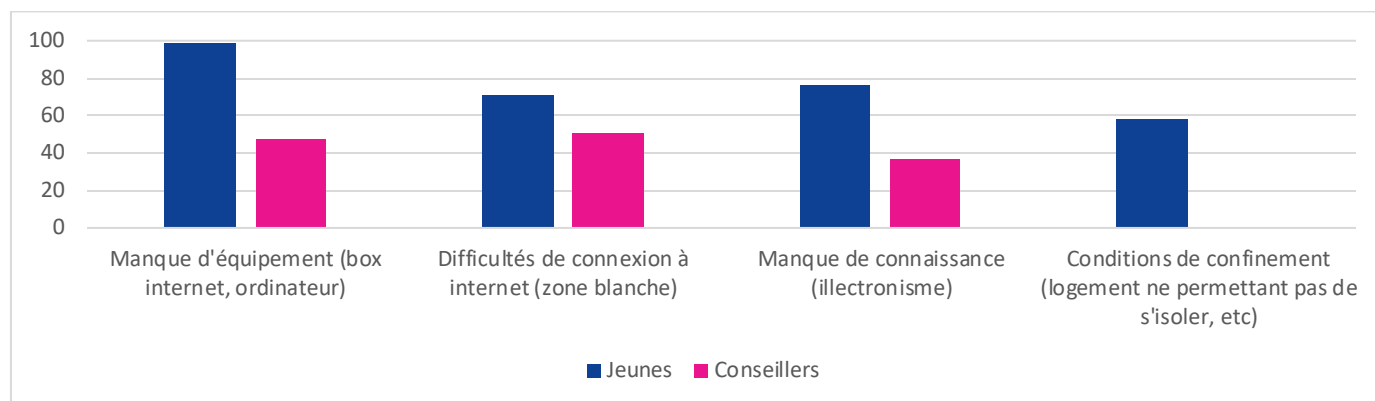
touchent de manière un peu moins importante les conseillers des missions locales : 48 % des missions locales qui ont des difficultés à maintenir le contact déclarent que les conseillers ont des problèmes d'équipement, 51 % des problèmes de connexion et 37 % des problèmes liés à la maîtrise des outils informatiques (Graphique 3). Près de six missions locales sur dix ont également indiqué des difficultés liées aux conditions dans lesquelles le jeune est confiné, notamment en lien avec des conditions de logements qui ne leur ont pas suffisamment permis de s'isoler en période de confinement. Les missions locales qui affirment avoir des problèmes pour maintenir le contact sont effectivement celles qui dans les faits l'ont le moins maintenu. Elles ne sont que 45 % à avoir maintenu un contact avec la très grande majorité des jeunes accompagnés contre 52 % des missions locales n'ayant pas déclaré de difficultés.

Graphique 2 : Utilisation des moyens de communication à distance dans les missions locales pendant le confinement part des missions locales dans lesquelles elle a été intensifiée (en %)



Note de lecture : 72 % des missions locales ont indiqué avoir utilisé plus souvent les SMS qu'avant la crise.
 Source : Dares, enquête flash Covid-19 missions locales, mai 2020
 Champ : Ensemble des missions locales ; France entière

Graphique 3 : Types de difficultés rencontrées dans l'utilisation des outils de communication à distance (en %)



Note : Le problème de condition de confinement n'a été étudié que pour les jeunes.

Note de lecture : 99 % des missions locales ont indiqué que les difficultés de l'utilisation des outils numériques pendant le confinement sont en partie due à un manque d'équipement des jeunes.

Source : Dares, enquête flash Covid-19 missions locales, mai 2020

Champ : Ensemble des missions locales ayant indiqué avoir rencontré des difficultés dans l'utilisation des outils de communication à distance ; France entière.

Des jeunes exposés à des difficultés socioéconomiques durables depuis le confinement

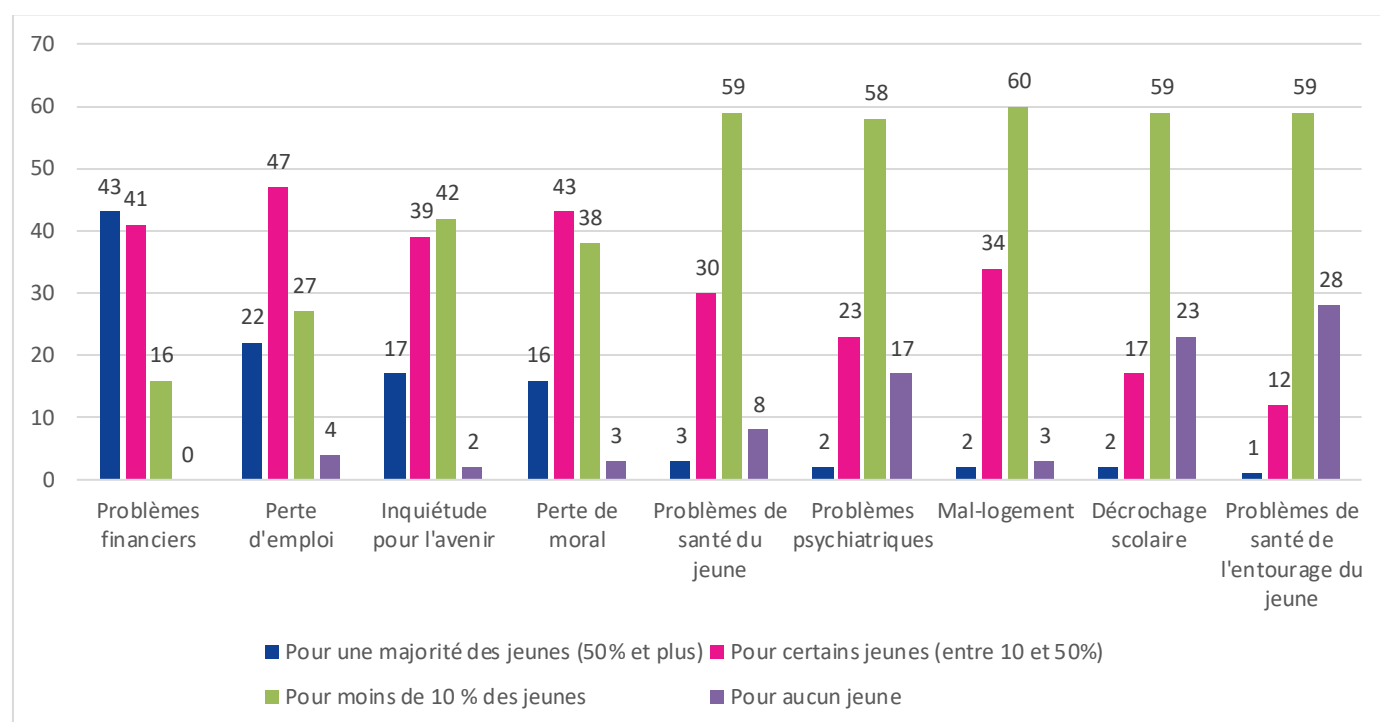
Les missions locales ont également dû trouver des solutions aux problèmes, créés ou amplifiés par la situation de confinement, auxquels les jeunes restés ou entrés en contact ont pu être confrontés. Pendant cette période, **les jeunes suivis en mission locale se retrouvent souvent en situation de fragilité** : dans 43 % des missions locales, une majorité des jeunes ont indiqué rencontrer des problèmes financiers depuis le 16 mars. Pour leur venir en aide, les missions locales ont massivement débloqué des allocations (la quasi-totalité d'entre elles, dont sept missions locales sur dix pour une majorité des jeunes en difficulté financière), et ont mobilisé des aides d'urgence⁹ (95 % des missions locales, dont 41 % qui l'ont fait pour une majorité de ces jeunes). Les jeunes suivis en mission locale souffrent également de mal-logement (un tiers des missions locales déclarent que c'est le cas de plus de 10 % des jeunes qu'elles suivent), ou d'une dégradation du moral liée au confinement (59 % des missions locales déclarent que c'est le cas de plus de 10 % des jeunes qu'elles suivent) (Graphique 4). Dans une moindre mesure, les jeunes ont rencontré des problèmes de santé (un tiers des missions locales déclarent que c'est le cas de plus d'un jeune sur dix), ou des problèmes psychiatriques (dans un quart des missions locales, ce problème concerne plus d'un jeune sur dix).

Les missions locales anticipent plutôt une hausse à venir de leurs effectifs de jeunes accompagnés. Quatre missions locales sur dix anticipent une hausse à venir de leurs effectifs de jeunes en accompagnement et 84 % d'entre elles l'attribuent en partie à des licenciements ou des difficultés à trouver ou retrouver un emploi (hors alternance), 55 % à l'augmentation du décrochage scolaire pendant le confinement, et un tiers à la rupture d'alternance ou la difficulté à trouver ou retrouver une alternance (Graphique 5). **La quasi-totalité des missions locales anticipe que les jeunes rencontreront, dans les mois à venir, des problèmes financiers**

⁹ Ticket-service, colis alimentaires, etc.

et d'accès à l'emploi. Près de la moitié d'entre elles anticipent également pour les jeunes, dans les prochains mois, une augmentation des problèmes de santé, d'accès à des formations continues, ou de logement. 16 % des missions locales pensent que le retour à la normale aura lieu dans un mois ou deux, et 37 % pensent qu'il aura lieu au second semestre, **tandis qu'une mission locale sur cinq estime que l'activité ne reviendra pas à la normale d'ici la fin de l'année** et qu'une mission locale sur quatre n'arrive pas encore à se prononcer sur la question au vu des éléments dont elle dispose au moment de l'enquête. Les missions locales qui sont le plus optimistes quant à la reprise de leur activité (reprise d'ici un à deux mois) sont moins nombreuses à avoir fermé complètement pendant le confinement (56 % des mission locales contre 69 % pour les autre missions locales), (Graphique 6).

Graphique 4 : Principaux problèmes rencontrés par les jeunes pendant le confinement (en %)

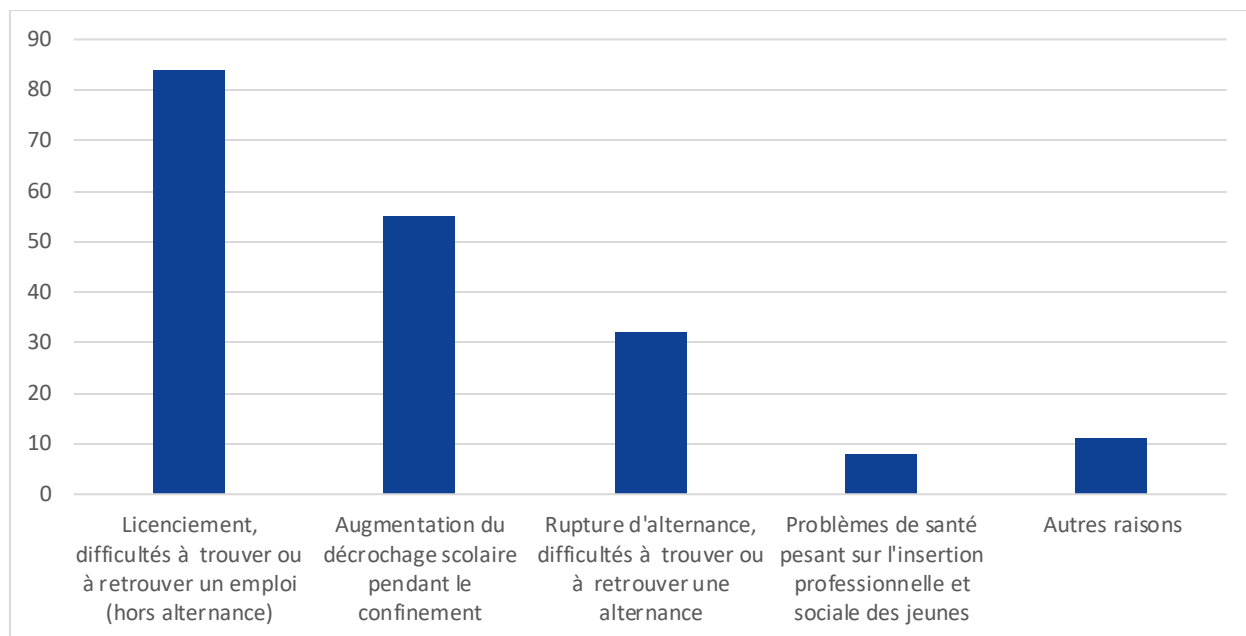


Note de lecture : 43 % des missions locales ont indiqué qu'une majorité des jeunes ont rencontré des problèmes financiers pendant le confinement.

Source : Dares, enquête flash Covid-19 missions locales, mai 2020.

Champ : Ensemble des missions locales ayant indiqué anticiper une hausse des effectifs après le confinement ; France entière.

Graphique 5 : Raisons de l'anticipation d'une hausse des effectifs de jeunes suivis après le confinement par les missions locales

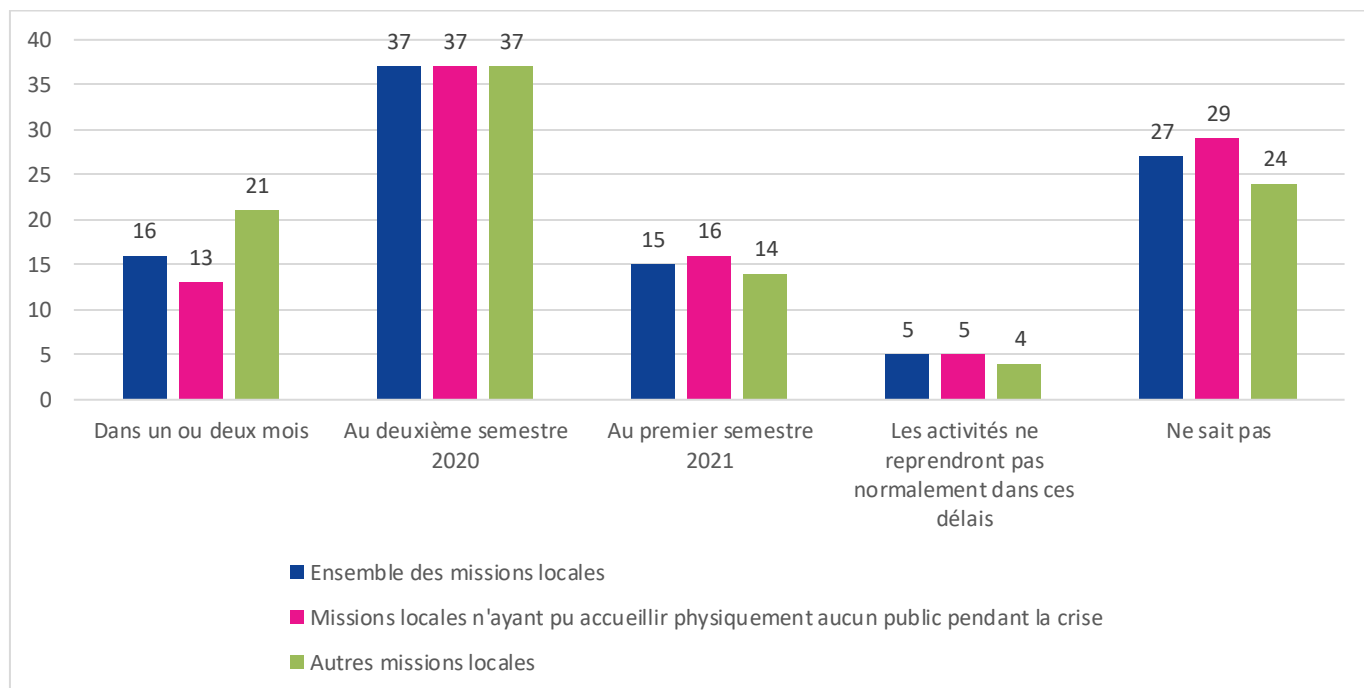


Note de lecture : 55 % des missions locales ayant anticipé une hausse dans les effectifs après la crise l'attribuent en partie à l'augmentation du décrochage scolaire pendant le confinement.

Source : Dares, enquête flash Covid-19 missions locales, mai 2020

Champ : Ensemble des missions locales ayant indiqué anticiper une hausse des effectifs après le confinement ; France entière.

Graphique 6 : Date estimée de retour à la normale de l'activité par les missions locales pendant la première semaine du déconfinement (en %)



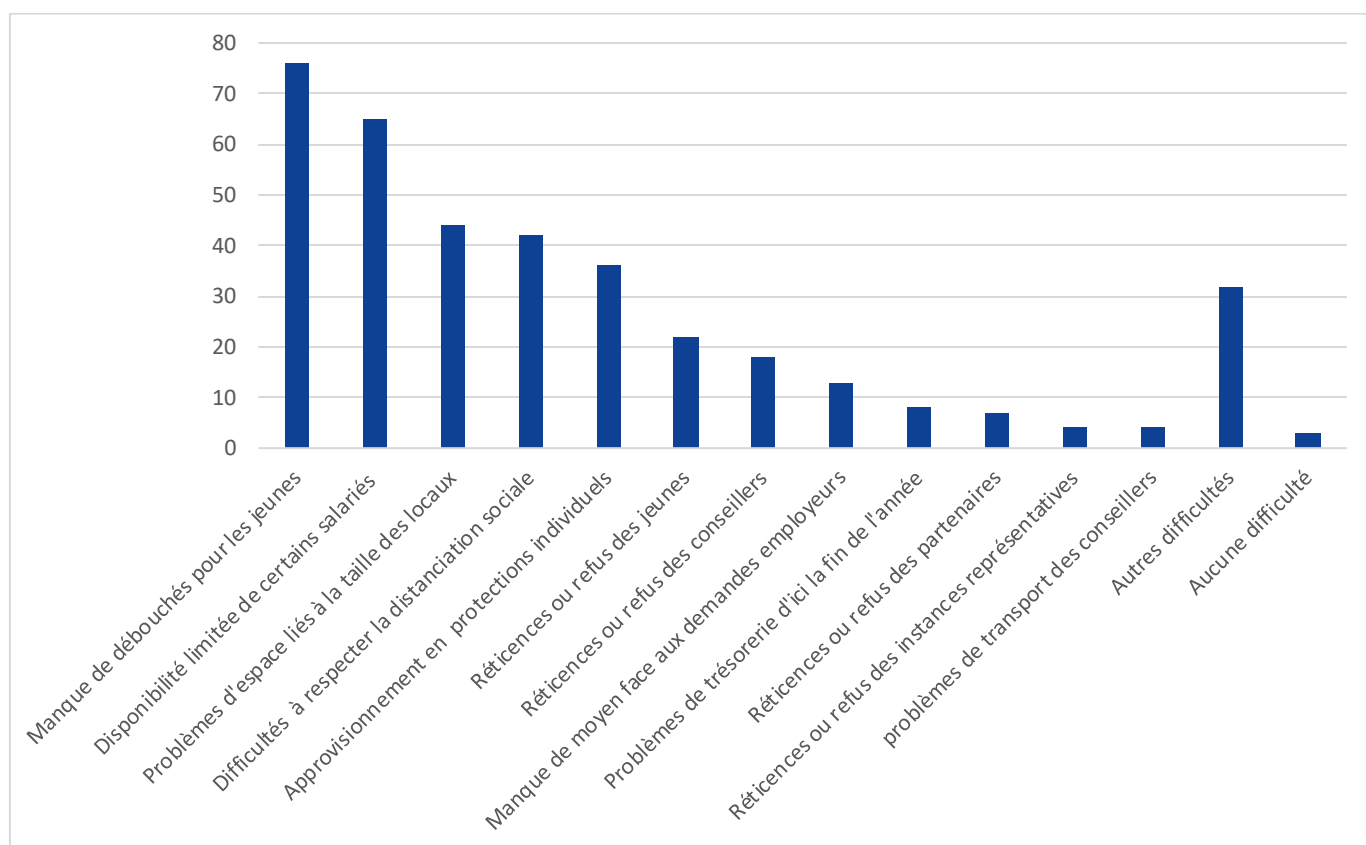
Note de lecture : 16 % des missions locales anticipent une reprise normale de l'activité dans les deux mois suivant l'enquête.

Source : Dares, enquête flash Covid-19 missions locales, mai 2020.

Champ : Ensemble des missions locales ; France entière.

Les missions locales anticipent des difficultés quant à leurs conditions d'activité pour la suite du déconfinement, notamment en termes de débouchés des jeunes (trois missions locales sur quatre) et de disponibilité des salariés (65 % des missions locales) (Graphique 7). Les mesures-barrière à mettre en place sont également source d'inquiétude pour cette période : 36 % des missions locales anticipent des problèmes pour l'approvisionnement en équipements de protection individuelle¹⁰, 44 % des problèmes d'espace liés à la taille de leurs locaux et 42 % d'autres difficultés à organiser l'activité de manière à respecter la distanciation sociale. **Les missions locales expriment des craintes quant à l'avenir des jeunes suite à la crise**, tant sur le plan de l'insertion professionnelle que sur le plan médicosocial. Pour le premier point, elles expriment un souhait de voir la mise en place d'actions fortes ciblant spécifiquement les jeunes (emplois aidés ou primes à l'embauche ciblées sont évoquées). Pour le second, elles indiquent le besoin d'être épaulé par des acteurs spécialisés dans le domaine sanitaire et social, les jeunes ayant particulièrement souffert lors de la crise. Les missions locales expriment également des craintes quant à leur financement de l'an prochain.

Graphique 7 : Difficultés anticipées par les missions locales pour la reprise d'activité après le confinement



Note de lecture : 76 % des missions locales anticipent un manque de débouchés pour les jeunes après le confinement.

Source : Dares, enquête flash Covid-19 missions locales, mai 2020.

Champ : Ensemble des missions locales ; France entière.

¹⁰ Masques et gel hydroalcoolique par exemple.

La Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares) est la direction du ministère du Travail qui produit des analyses, des études et des statistiques sur les thèmes du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

dares.travail-emploi.gouv.fr



